

# DIASPORAS news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

## Et si tous étaient là ?



# YAKO

## obsèque diaspora



**Yako Obsèques Diaspora est la solution d'assurance obsèques à l'attention des ressortissants ivoiriens vivant en France.**

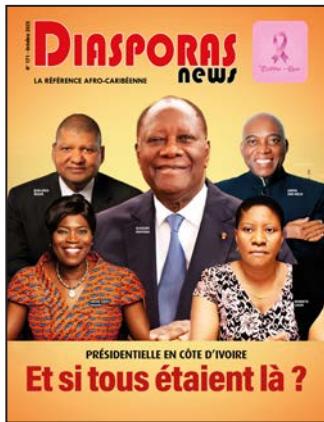
Ce produit garantit le rapatriement du corps de l'assuré en Côte d'Ivoire, la conservation dans une morgue en et une assistance financière pour l'organisation des funérailles.

### Yako Obsèques Diaspora prend en charge :

- le rapatriement du défunt en CI
- les démarches administratives nécessaires pour le rapatriement du corps en CI
- la fourniture d'un cercueil adapté au transport
- la conservation de la dépouille dans une morgue en CI
- une assistance financière pour soutenir la famille

### Comment souscrire ?

Souscrire est simple et rapide : Il suffit de vous rendre dans les locaux de Cofina Services France ou en ligne sur le site officiel : [www.cofinaservicesfrance.com](http://www.cofinaservicesfrance.com)



**DIASPORAS-NEWS**  
édité par DCS GROUP  
Agence de Communication

**Relations Publiques et Services**  
39, Rue Félix Faure  
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : [www.diasporas-news.com](http://www.diasporas-news.com)  
Tél. : +339 50 78 43 66  
Mob. : +336 34 56 53 57  
Fax : +339 55 78 43 66  
contact@diasporas-news.com

**Contact Publicité**  
+336 34 56 53 57  
publicite@diasporas-news.com

**Président Directeur de Publication**  
Thomas DE MESSE ZINSOU  
redaction@diasporas-news.com

**Conseiller du Président**  
Clotaire KATI COULIBALY

**ont collaboré à ce numéro :**  
Lamine THIAM - Malick DAHO  
Jean-Christophe PAGNI  
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU  
Guy Florentin YAMEOGO  
Kokouvi EKLOU - Landry ANUARITE  
Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO  
Redouane BENALI

**Directrice Marketing**  
**Relations Publiques**  
Coura SENE-DIACK

**Direction Artistique**  
Christ ZEADE

**Représentant en Côte d'Ivoire**  
Richard KAUL MELEDJE

**Représentante au Togo**  
Valérie ABOKI

**Développement Région Rhône-Alpes**  
Dieudonné SOME WENS

**Développement Rhône**  
Valentin G. SIKELY

**Développement Hérault**  
Benjamin AKA

**Développement Ile de France**  
BOZ

**Développement Haute-Garonne**  
Sonia Barbara OTE

**Développement Alpes-Maritimes**  
Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution  
ISSN : 2105-3928

**Impression :** en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

# EDITO

## QUAND LE SPORT DEVIENT CHAMP DE BATAILLE DIPLOMATIQUE

Depuis plusieurs mois, le conflit armé dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), opposant les forces congolaises au M23 prétendument soutenu par Kigali selon les rapports de l'ONU, ne se joue plus seulement sur le front militaire. Il est aussi le théâtre d'une lutte symbolique et médiatique que l'on pourrait qualifier de « guerre du sponsoring sportif ».

Le Rwanda, depuis déjà plusieurs années, a investi massivement dans ce que certains appellent le « marketing diplomatique » : le sponsoring sportif international est devenu une pièce maîtresse de sa stratégie pour (re)construire une image internationale attrayante. Le slogan « Visit Rwanda », décliné dans des contrats de parrainage avec des clubs prestigieux comme le Paris Saint Germain, Arsenal, l'Atletico de Madrid ou le Bayern Munich, est une vitrine de son tourisme, de son développement et de sa stabilité perçue. Ce avant son entrée dans le football américain et la NBA l'année prochaine.

Ces partenariats ne sont pas qu'un simple échange d'argent contre visibilité : ils jouent un rôle d'affichage politique, affirmant que le Rwanda est un acteur sérieux sur la scène internationale. Et le pays voit aussi ses recettes touristiques en constante augmentation.

Face à ce soft power rwandais, la RDC a décidé de riposter sur le même terrain. Après avoir invité les clubs européens à rompre leurs partenariats avec « Visit Rwanda », Kinshasa s'est lancé à son tour dans ses propres placements sportifs. La RDC négocie avec l'AS Monaco un contrat de sponsoring de trois ans pour y apposer la marque Experience DRC, pour un coût estimé à 1,6 million d'euros par an. Elle vise aussi le FC Barcelone. L'idée est claire : contrebalancer la narrative rwandaise, offrir une vitrine positive au pays, et afficher que Kinshasa aussi peut mener une diplomatie sportive offensive.

Cette guerre de l'image n'est pas qu'un simple affrontement de logos : elle porte des enjeux profonds. Mais au fond, si elle permettait un meilleur développement holistique des populations locales, qui y trouverait à redire ? Sauf que, hélas, on est bien loin du compte.

Hoda Raoul



PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

## UN PLAN À QUATRE POUR FAIRE TOMBER ALASSANE OUATTARA

*Face à Alassane Ouattara, qui brigue un quatrième mandat, quatre opposants ont rejoint la course à la présidentielle du 25 octobre 2025 en Côte d'Ivoire : l'ex-première dame Simone Ehivet, deux anciens ministres de Laurent Gbagbo, Ahoua Don Mello et Henriette Lagou Adjoua, ainsi que l'homme d'affaires Jean-Louis Billon. Présentations.*

**S**ur la ligne de départ, ils étaient soixante aspirants candidats. Ils ne sont désormais plus que cinq à l'arrivée. Le 8 septembre 2025, en effet, le Conseil constitutionnel a dévoilé la liste des dossiers validés pour la présidentielle ivoirienne du 25 octobre, écartant définitivement les deux principaux candidats d'opposition, Tidjane Thiam pour le PDCI-RDA et Laurent Gbagbo pour le PPA-Cl. Président de la Côte d'Ivoire depuis 2011, Alassane Ouattara est candidat à sa propre succession. Il brigue un quatrième mandat, rendu possible par la révision constitutionnelle de 2016, mais jugée illégale par ses opposants. Face à lui, quatre candidats ont été autorisés à concourir : Ahoua Don Mello et Henriette Lagou Adjoua, deux anciens ministres de Laurent Gbagbo, Simone Ehivet, son ex-femme, ainsi que l'homme d'affaires Jean-Louis Billon.

### ALASSANE OUATTARA, LE GRAND FAVORI

Alassane Ouattara, 83 ans dont quatorze à la tête de la Côte d'Ivoire, fait office de grand favori face à une opposition morcelée, privée de plusieurs de ses représentants. Il se pose en défenseur de la prospérité, de la paix et de la sécurité dans son pays. Ses soutiens voient en lui une



Alassane Ouattara, le grand favori. (Ph: DR)

figure rassurante, symbole de la stabilité retrouvée du pays après deux décennies de troubles, ainsi qu'un bâtisseur qui a considérablement accru le développement et la modernisation de la Côte d'Ivoire. Mais son bilan souffre aussi de critiques récurrentes sur les inégalités persistantes dans le pays malgré la forte croissance ainsi que sur le plan de la gouvernance. Ses opposants l'accusent de verrouiller le jeu politique pour se maintenir au pouvoir. Sa nouvelle candidature a également ravivé la polémique sur le nombre de mandats, limité, en théorie, à deux consécutifs. En 2020, Alassane Ouattara s'était présenté à la présidentielle pour la troisième fois, arguant que

la réforme constitutionnelle de 2016 avait remis les compteurs à zéro. Une décision rejetée en bloc par l'opposition mais validée par le Conseil constitutionnel, qui

l'a autorisé à concourir à nouveau en 2025.

### JEAN-LOUIS BILLON, L'ALTERNATIVE DU PDCI RDA ?

Jean-Louis Billon, qui ne cachait pas ses ambitions de succéder à Henri Konan Bédié à la tête du PDCI, est également un homme d'affaires de premier plan, héritier et dirigeant d'un grand groupe industriel, producteur de caoutchouc, de sucre de canne et d'huile de palme.

Ministre du Commerce sous Ouattara (2012-2017), il avait ensuite rallié le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dont il était devenu l'un des hauts cadres. En désaccord avec le président du parti Tidjane Thiam, il a officialisé sa candidature à la présidentielle, à la tête d'une nouvelle coalition



Jean-Louis Billon, l'alternative du PDCI-RDA ? (Ph: DR)

de partis, le Congrès Démocratique (CODE).

Jean-Louis Billon (60 ans) est désormais le seul candidat issu de ce parti de centre-droit dans la course à la présidentielle, Tidjane Thiam ayant été mis définitivement hors-jeu par le Conseil constitutionnel. L'homme d'affaires continue de revendiquer haut et fort l'étiquette PDCI espérant s'imposer comme seule candidature alternative aux yeux des électeurs.

La direction du parti réfute, de son côté, tout soutien à la démarche de Jean-Louis Billon qu'elle considère comme un acte de dissidence.

## AHOUA DON MELLO, LE CHANTRE DU PANAfricaniste

Compagnon de longue date de Laurent Gbagbo, Ahoua Don Mello (67 ans) était considéré comme l'un des plus fidèles soutiens de l'ancien président ivoirien. Jusqu'à ce qu'il officialise, fin juillet, sa participation à la présidentielle, contre l'avis du parti, le PPA-Cl, dont il était pourtant un des vice-présidents. Une candidature de «précaution» avait-il alors expliqué, dans l'éventualité où Laurent Gbagbo, inéligible du fait d'une condamnation, ne parviendrait pas à concourir.

Démis de ses fonctions au sein du PPA-Cl, Ahoua Don Mello concourt en indépendant. Cet ingénieur de formation compte néanmoins capitaliser sur l'électorat de gauche. Chantre du «panafricanisme», il milite pour la souveraineté nationale, s'oppose à ce qu'il décrit comme le néocolonialisme des multinationales occidentales et prône un rapprochement politique avec les États de l'Alliance du Sahel (Mali, Burkina, Niger).

Proche du Kremlin et un temps installé à Moscou, Ahoua Don Mello officie depuis 2021 en tant que Conseiller spécial du patronat russe chargé des investissements en Afrique. En 2023, il a été nommé vice-président de l'alliance internationale des Brics,



Ahoua Don Mello, le chantre du panafricaniste. (Ph: DR)

chargé des projets stratégiques.

## HENRIETTE LAGOU, LA CANDIDATE CENTRISTE

Henriette Lagou Adjoua (66 ans) peut se targuer d'une solide expérience politique. Experte en gestion publique, elle a fait ses classes dans la haute administration ivoirienne avant de rejoindre le gouvernement de Laurent Gbagbo dans les années 2000 en tant que ministre de la Famille puis des Affaires sociales. Elle concourt sous la bannière d'une coalition centriste, le Groupe des partenaires politiques pour la paix (GP-PAIX), axée sur la réconciliation nationale et la stabilité de la Côte d'Ivoire.

Démis de ses fonctions au sein du PPA-Cl, Ahoua Don Mello concourt en indépendant. Cet ingénieur de formation compte néanmoins capitaliser sur l'électorat de gauche. Chantre du «panafricanisme», il milite pour la souveraineté nationale, s'oppose à ce qu'il décrit comme le néocolonialisme des multinationales occidentales et prône un rapprochement politique avec les États de l'Alliance du Sahel (Mali, Burkina, Niger).

Proche du Kremlin et un temps installé à Moscou, Ahoua Don Mello officie depuis 2021 en tant que Conseiller spécial du patronat russe chargé des investissements en Afrique. En 2023, il a été nommé vice-président de l'alliance internationale des Brics,



Henriette Lagou, la candidate centriste. (Ph: DR)

Il s'agit de sa deuxième campagne présidentielle. Candidate en 2015, elle avait été créditée de 0,89 % des voix.

Cette fois, elle se présente comme une « femme de terrain ». Elle dit avoir tiré les leçons de sa première tentative à l'élection présidentielle de 2015. L'ancienne ministre affiche un programme social et promet d'engager un dialogue national si elle est élue.

## SIMONE EHIVET, LA «DAME DE FER »

Conseillère de l'ombre de son ancien époux, le président Gbagbo durant la décennie 2000, Simone Ehivet compte désormais tracer sa propre route. Divorcée de



Simone Ehivet, la « dame de fer ». (Ph: DR)

puis 2023, l'ex-première dame concourt pour la première fois à la fonction suprême, à la tête de sa propre formation politique, le Mouvement des générations capables (MGC).

Figure charismatique et opposante historique à l'actuel régime, Simone Ehivet (76 ans) espère arriver en tête des oppositions au premier tour pour s'imposer comme seule alternative à un quatrième mandat du président Ouattara.

Alain Dossou



# LES GRANDES ÉTAPES D'UN SCRUTIN

*Validation des candidatures, campagne officielle, scrutin... À quelques jours de la présidentielle en Côte d'Ivoire, Diasporas - News revient sur les dates clés de cette élection dont le premier tour est prévu le 25 octobre 2025.*

**L**e processus électoral a démarré fin octobre 2024 avec la révision de la liste électorale et prendra fin à l'issue du scrutin d'octobre 2025 avec la proclamation finale des résultats. À l'issue d'un recensement, la Commission électorale indépendante (CEI) a traité les données et publié une liste électorale provisoire, en février 2025, afin que les électeurs puissent vérifier leur inscription et éventuellement faire des réclamations.

## 4 juin 2025 : liste électorale définitive

Le 4 juin 2025, la CEI a publié une version définitive de 8,7 millions d'électeurs. Un chiffre certes en augmentation (715 000 d'électeurs supplémentaires par rapport à la dernière révision en 2023) mais qui reste relativement faible rapporté aux quelques 15 millions de citoyens en âge de voter.

La publication de cette liste a provoqué une polémique majeure dans le pays du fait de l'absence de quatre poids lourds de l'opposition : Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé, Guillaume Soro et Tidjane Thiam. Une situation qui suscite des inquiétudes quant à l'équité du processus électoral. Les trois premiers ont été écartés du scrutin par la CEI du fait d'une condamnation judiciaire. Le dernier a été radié par la justice, qui a estimé qu'il ne possédait pas la nationalité ivoirienne au moment de son inscription sur la liste électorale en décembre 2022 (il l'aurait perdue en acquérant la nationalité française en 1987). Les quatre opposants contestent quant à eux leur éviction, accusant le pouvoir d'instrumentaliser la justice.

## 1er juillet-26 août 2025 : récolte des parrainages

Depuis 2020, les candidats sont tenus de récolter le soutien d'au moins 1 % des électeurs locaux dans au moins 50 % des régions ou districts autonomes du pays, (17 sur 33).

La CEI encadre cette collecte et fournit à tous les candidats des kits numériques et de registres papier pour recueillir les parrainages. Conçu comme un outil de présélection, censé écarter les candidatures les moins sérieuses, le parrainage citoyen fait également l'objet de critiques, notamment du fait que les électeurs ne peuvent soutenir qu'un seul candidat. Il est perçu par certains comme un frein à l'émergence de nouveaux profils, issus de la société civile, qui ne bénéficient pas de l'assise nationale des grands partis.

## 25 juillet-26 août : dépôt des candidatures

Du 25 juillet au 26 août, les aspirants candidats ont déposé leurs dossiers auprès de la CEI. Parmi les éléments requis : une déclaration personnelle de candidature signée, la liste des parrainages citoyens, un certificat de nationalité, une attestation fiscale ou bien encore un extrait de casier judiciaire vierge.

Les dossiers ont ensuite été envoyés au Conseil constitutionnel, qui en a examiné la conformité avant de publier la liste définitive des candidats autorisés à concourir.

## 10 octobre : campagne présidentielle

La campagne électorale durera pendant les deux semaines qui précèdent le premier tour, du 10



*La CEI et son président Ibrahim Coulibaly-Kuibiert auront trois jours pour transmettre les résultats au Conseil constitutionnel, qui aura une semaine pour valider et proclamer les résultats officiels.*

## 25 octobre : jour d'élection présidentielle

Le samedi 25 octobre 2025, les électeurs sont appelés à se rendre dans les bureaux de vote avec leur carte d'identité et d'électeur. Chaque électeur y reçoit un bulletin de vote unique sur lequel figurent tous les candidats, marque son choix dans l'isoloir, plie le bulletin et le place dans l'urne.

Le dépouillement commence immédiatement après la fermeture des bureaux de vote et les résultats officiels sont habituellement annoncés dans un délai de dix jours après le scrutin (la CEI a trois jours pour transmettre les résultats au Conseil constitutionnel, qui a une semaine pour valider et proclamer les résultats officiels). La Constitution ivoirienne prévoit que l'élection du président de la République est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si cette majorité n'est pas atteinte au premier tour, un second tour est organisé entre les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages. Celui-ci devrait alors être organisé le dernier samedi du mois de novembre, soit environ un mois après le premier tour.

Ce cas de figure ne s'est présenté qu'une seule fois en Côte d'Ivoire, en 2010, pour départager Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Un vote qui avait déclenché une crise post-électorale majeure, débouchant sur plusieurs mois de violences et 3 000 morts, jusqu'à la prise de fonction effective d'Alassane Ouattara. Ce dernier, réélu dès le premier tour lors des deux présidentielles suivantes en 2015 et 2020, est à nouveau candidat en 2025.

AD



# Pourquoi Yayi Boni renonce à la présidentielle 2026

À quelques mois de la présidentielle d'avril 2026, l'ancien président béninois Thomas Boni Yayi a annoncé le 11 septembre 2025, son retrait définitif de la course électorale. Les raisons...



L'ancien président béninois écarte définitivement toute ambition électorale pour 2026 et exhorte la classe politique à privilégier l'unité nationale. (Ph : DR)

**G**ame over pour Thomas Yayi Boni (73 ans) dans le marigot politique béninois. L'ex-président a récemment appelé la classe politique au dialogue et à la consolidation de la démocratie. S'adressant à ses « compatriotes », Yayi Boni a précisé qu'il ne briguerait aucun mandat mais demeurait à leur service, à celui de la République,

pour, a-t-il rajouté, un règne de paix, de démocratie, de stabilité et de prospérité pour le pays. Le politicien a exprimé sa reconnaissance envers les Béninois pour les « 10 ans » de mandat qu'ils lui ont accordés et a souligné sa satisfaction de voir la démocratie briller dans le pays. Pour lui, c'est un signe de stabilité constitutionnelle.

Son parti «Les Démocrates» devrait se concerter dans les prochains jours pour désigner le candidat qui devra affronter celui du pouvoir, le ministre d'État Romuald Wadagni, accusé de conflit d'intérêts. Cette déclaration intervient dans un contexte de rumeurs sur sa possible présence sur la liste du parti « Les Démocrates »

aux législatives. La Constitution béninoise stipule que «*nul ne peut, de sa vie, être candidat à la présidentielle pour plus de deux mandats*», ce qui interdit à tout ancien président ayant déjà exercé deux mandats de revenir au pouvoir.

BOZ

# Noureddin Bongo Valentin raconte son calvaire

Après 20 mois de détention dans la foulée du coup d'État d'août 2023 au Gabon, Noureddin Bongo Valentin, fils de l'ex-président Ali Bongo, a accordé un entretien à l'hebdomadaire britannique *The Standard*. Il y a dénoncé les tortures subies durant ses 610 jours de détention.

**D**e retour à Londres, où il a retrouvé femme et enfants fin mai 2025, Noureddin Bongo affirme avoir subi des sévices subis dans les geôles du Gabon. « *Toutes les tortures physiques qu'on voit dans les films, ils me les ont faites* », affirme-t-il : passages à tabac, coups dans les parties génitales, ingestion forcée et massive de vodka, simulation de noyade, décharges de taser, ration frugale, cellule sans couchage, plongée dans le noir la journée et éclairée la nuit. On a devant lui frappé et étranglé sa mère. L'obsession des gardes : « *Les actifs de la famille* ». Il assure d'ailleurs avoir cédé tout leur argent.

Des accusations de tortures comprises dans la plainte déposée en France en mai 2024 pour « *séquestration, détention arbitraire, actes de torture et de barbarie* ». Noureddin Bongo repousse les accusations de corruption et de détournements. « *Ce n'est pas ma faute si un tiers des Gabonais vivent dans la pauvreté* », dit-il, se dépeignant comme « *un bouc-émissaire commode* ». Il dit s'être senti parfois étranger au Gabon et se revendique davantage britannique, pays où il a fait toutes ses études, notamment à Eton, établissement réservé à l'aristocratie et à la plus haute bourgeoisie. Il assure en outre ne jamais avoir eu d'ambitions politiques, avoir quitté Londres à contrecœur pour Libreville en 2018, à la demande de son père, qui avait perdu confiance en son



Noureddin Bongo Valentin : « *J'avais complètement confiance en Oligui, c'était un protecteur pour ma famille...* ». (Ph: DR)

entourage après son AVC cette année-là.

Pour rappel, tout a basculé dans la nuit du 30 août 2023 alors qu'il joue au baby-foot avec des amis... Il est emmené par des militaires et séparé de sa famille. « *Vous êtes finis* », lui disent ses gardes. Pour lui, le putsch est une trahison. « *J'avais complètement confiance en Oligui, c'était un protecteur pour ma famille. Il venait aux anniversaires de mes*

enfants

». Noureddin Bongo raconte aussi sa proximité avec sa mère, qui l'aurait élevé « comme une mère célibataire ». Une enfance « très ordinaire » à Libreville, une relation plus complexe avec son père et le clan Bongo : « *J'étais le fils de Sylvia. Ils m'appelaient le « fils de la femme blanche ».* » Il était moqué : « *Il danse comme un blanc* », disait-on de lui durant son enfance.

Quant à son grand-père, Omar Bongo, 42 ans au pouvoir, il voit en lui « *un personnage mythologique* », intéressé par ses résultats scolaires.

Aujourd'hui, Noureddin Bongo dit souffrir de stress post-traumatique et être incapable de revenir à une vie normale. Triste.

**Lopiko Yves - Alain**



# Macky Sall-Diomaye Faye, la guerre froide !

Entre l'ancien président Macky Sall et le tandem Bassirou Diomaye Faye-Ousmane Sonko, la guerre est totale. Elle se déroule sur la place publique, au quotidien, en réponse aux défis que l'ancienne majorité lance à la nouvelle. Explications.

C'est la guerre froide entre l'ancien président sénégalais Macky Sall et le nouveau tandem au pouvoir Diomaye Faye-Ousmane Sonko. Elle révèle un bras de fer inédit dans l'histoire politique récente du Sénégal. Un affrontement où la justice, la communication et la stratégie deviennent des armes politiques à part entière, dans un climat où toute concession pourrait être perçue comme une faiblesse. De quoi s'agit-il exactement ?

Ces derniers jours, l'opinion publique est prise à témoins par une série d'échanges de courriers entre Macky Sall et Bassirou Diomaye Faye : d'une part, sur l'ancien dispositif sécuritaire dont bénéficiait le premier, et d'autre part, sur les audits relatifs à la gestion de l'État. Le dossier des « dettes cachées » et celui des marchés d'infrastructures d'un montant avoisinant les 12 000 milliards de francs CFA, tout comme le dossier Takhtat, illustrent un affrontement politique larvé qui ne dit pas son nom.

En tournée, Macky Sall se positionne, lui et son entourage – notamment son épouse – comme des victimes d'un acharnement politique et d'une instrumentalisation de la justice par les nouvelles autorités. En témoigne la riposte politico-judiciaire qu'il a déclenchée. Après la réclamation par l'État du Sénégal d'environ 7 milliards de dollars (près de 5 000 milliards de francs CFA) au



Le Sénégal entier assiste à un affrontement politique larvé qui ne dit pas son nom entre l'ex et le nouveau président. (Ph: DR)

près d'anciens responsables de son administration, Macky Sall passe à la contre-attaque, brandissant la menace d'un audit sur son propre cabinet d'avocats et se disant prêt à défendre l'intégralité de son bilan économique. Du côté du nouveau régime, la riposte politique est portée par Ousmane Sonko, pour qui les enquêtes financières et douanières sont légitimes, dans la continuité d'une démarche de transparence et de reddition des comptes sur les dix années de gouvernance précédentes. L'actuel Premier ministre ne cache pas sa détermination à aller au bout des investigations sur la gestion des finances publiques, du budget et

des grands projets d'État. Face à cette offensive, Macky Sall, par le biais de l'un de ses avocats, a déposé une réclamation, visiblement dans le but de maintenir le suspense et faire monter la tension politique, dans un contexte où le nouveau régime, solidement installé dans l'opinion, ne recule devant aucune mesure coercitive. Par ailleurs, l'administration actuelle a clairement affiché sa volonté de mettre fin au « régime d'immunité » qui, pendant des décennies, a protégé une partie de la classe politique sénégalaise, souvent éclaboussée par des scandales financiers et judiciaires. Le régime de Macky

Sall se retrouve désormais sur la sellette, avec en toile de fond des menaces d'enquêtes sur le financement de sa campagne et des allégations de corruption impliquant de jeunes cadres de son parti.

Une chose est sûre, le nouveau régime est dans son droit en se défendant et en menant des enquêtes sur la gestion des deniers publics. Le tandem Diomaye-Sonko doit-il se laisser distraire par les attaques de Macky Sall ? Pourra-t-il continuer sa démarche de gouvernance et de réforme, sans céder à la provocation ? L'avenir nous le dira.

Lamine THIAM



# Doumbouya en route pour son premier mandat démocratique

Quatre ans après son coup d'Etat, la nouvelle Constitution, adoptée par référendum le 21 septembre 2025, permet au président de transition de se présenter à la future élection présidentielle, qui devrait se tenir le 28 décembre 2025.

**L**'horizon est dégagé pour le général Mamadi Doumbouya. Plus de 89 % des Guinéens ont voté oui au référendum sur le projet de nouvelle Constitution organisé le 21 septembre 2025 (avec un taux de participation de plus de 86 %). Un tel score était attendu : ce scrutin, le premier d'une transition qui s'étire depuis plus de quatre ans, a été boycotté par l'opposition. Il ouvre, surtout, la voie à une candidature du général Doumbouya à la future élection présidentielle, qui devrait se tenir le 28 décembre 2025.

Cette Constitution remplace la « Charte de la transition », établie par la junte après le coup d'Etat et qui interdisait notamment à ses membres de se présenter aux élections. Or, cette interdiction ne figure plus dans la nouvelle Constitution, ouvrant la voie à une candidature de Mamadi Doumbouya, chef de l'Etat et chef des armées.

Tout semble indiquer que M. Doumbouya sera candidat, en dépit de sa promesse de ne pas se présenter à une présidentielle. En effet, si le président de la transition n'a pour sa part rien annoncé, son porte-parole, le général Amara Camara, a déclaré que le putschiste avait le droit de candidater à la fonction suprême. Quant au porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, il a été jusqu'à affirmer que «la candidature de Mamadi Doumbouya est une



évidence et que les autres candidats ne pourront jamais être majoritaires !

Lorsqu'il a renversé l'ex-président Alpha Condé par un coup d'Etat, le 5 septembre 2021, Mamadi Doumbouya s'était engagé à ne pas se présenter à l'élection présidentielle devant marquer la fin de la période de transition. Quatre ans plus tard, les cartes ont été rebattues et le chef de la junte est désormais autorisé à se présenter à la magistrature suprême, pour un mandat de sept ans renouvelables une fois.

L'organisation du référendum permet à la junte de donner le change aux exigences d'élection de la communauté internationale et des bailleurs. Les autorités souhaitent se « normaliser » et renouer avec les organisations régionales et internationales. Elles ont donc annoncé des élections présidentielle et législatives pour assurer un retour à l'ordre constitutionnel avant la fin de cette année.

LT

*L'organisation du référendum permet à Mamadi Doumbouya de donner le change aux exigences d'élection de la communauté internationale.*

*(Ph: DR)*



# Le ministre Uche Nnaji démissionne pour faux diplômes

*Au Nigeria, le ministre de l'Innovation, Uche Nnaji, a démissionné après une enquête du Premium Times révélant qu'il aurait falsifié son diplôme universitaire et son certificat du service national. On vous raconte.*

**L**e ministre nigérian de l'Innovation, de la Science et de la Technologie, Uche Nnaji, a démissionné quelques jours seulement après l'apparition d'allégations selon lesquelles il aurait falsifié ses diplômes universitaires. La démission fait suite à une enquête d'un journal qui affirmait que Nnaji avait soumis des certificats falsifiés au président Bola Tinubu lors de sa nomination ministérielle en 2023. Le porte-parole présidentiel Bayo Onanuga a confirmé la démission de Nnaji dans un message publié sur X le 8 octobre 2025, citant le ministre disant qu'il avait été « la cible de chantage de la part d'opposants politiques ».

Nnaji a nié les accusations de falsification et a insisté sur le fait qu'il était diplômé de l'Université du Nigéria, Nsukka (UNN) avec un diplôme en microbiologie/biochimie.

Les allégations de falsification ont suscité l'indignation de certains Nigérians, à la suite d'une enquête de deux ans menée par le journal Premium Times.

Récemment, l'UNN aurait déclaré à la publication qu'elle ne disposait d'aucun document confirmant que le ministre avait obtenu un baccalauréat en sciences en 1985, comme il l'avait affirmé. Un haut responsable de l'université a déclaré au journal que Nnaji avait été admis en 1981 mais n'avait jamais terminé ses études ni reçu de certificat.

Le National Youth Service Corps (NYSC) a également déclaré que



Uche Nnaji affirme avoir été la cible de chantage de la part d'opposants politiques. (Ph: DR)

le certificat obligatoire de service national présenté par Nnaji en avril 2023 ne pouvait pas être vérifié.

Le chef de l'opposition Atiku Abubakar a appelé à une enquête indépendante et transparente sur cette affaire, affirmant que Nnaji aurait dû être « sommairement renvoyé et poursuivi pour tromperie et falsification ».

« Les Nigérians méritent de connaître la vérité sur ceux qui président à leur vie et à leurs ressources », a publié Abubakar sur X.

La suspension ou la révocation d'un ministre est rare au Nigeria. Nnaji est seulement le deuxième à quitter ses fonctions depuis que le président Tinubu a pris le pouvoir en mai 2023.

Pour rappel, en janvier dernier, Betta Edu, alors ministre des Affaires humanitaires et de la Lutte contre la pauvreté, a été suspendu de ses fonctions suite à l'indignation publique suscitée par un scandale de corruption. À l'époque, le Dr Edu, 37 ans, avait nié tout acte répréhensible.

BOZ

## ECONOMIE » Mali

# L'embargo sur le carburant affecte Bamako

Depuis début septembre, les jihadistes du Jnim, liés à al-Qaïda, ont entrepris d'empêcher l'importation de carburant dans le pays. Des camions-citernes sont incendiés presque quotidiennement. À Kayes, Ségou, Mopti, Gao, les Maliens peinent depuis des semaines à faire le plein. Jusqu'ici plutôt épargnée, la capitale est à son tour affectée.



La stratégie d'asphyxie économique de la capitale constitue une inflexion dans la guerre civile qui consume le Mali. (Ph : DR)

**L**'essence, nerf de la guerre ? Au Mali, les jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim, selon l'acronyme en arabe) ont décreté le 3 septembre 2025 un embargo sur les produits pétroliers en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, de la Côte-d'Ivoire et de la Guinée. Ils ont immédiatement mis leur menace à exécution, en attaquant des camions-citernes sur la RN1 (qui relie Dakar à Bamako), la RN7 (entre Sikasso et la capitale) et la RN5 (qui aboutit à la frontière guinéenne). Les images de dizaines de poids lourds en flammes ont fait le tour des réseaux sociaux. Cette nouvelle stratégie d'asphyxie économique de la capitale constitue une inflexion dans

la guerre civile qui consume le Mali depuis près d'une décennie. D'abord car elle s'exerce dans les seules régions (l'Ouest et le Sud-Ouest) jusque-là relativement épargnées par les violences jihadistes. Pour la première fois, de très nombreuses stations ont fermé et d'interminables files d'attentes s'étirent devant les autres, jusque tard dans la nuit, dans la capitale du Mali. « Les quelques stations ouvertes sont prises d'assaut », témoigne un Bamakois. « Tout le monde a peur qu'il n'y ait bientôt plus d'essence », explique un autre. Dans les rues de la capitale, il n'est plus rare de voir des voitures en panne sèche, ou des personnes poussant leur moto. La semaine dernière, après une réunion du Comité interminis-

tériel de gestion des crises et catastrophes, le ministre de la Sécurité, le général Daoud Aly Mohammedine, a assuré que de nouvelles « mesures fortes » allaient « bientôt » être mises en œuvre pour assurer l'approvisionnement du pays et appelé les Maliens à ne pas céder à la panique.

L'armée escorte déjà des convois, ce qui n'empêche pas toujours les attaques. Des notables de la région de Mopti, sous l'égide des services de renseignement, ont par ailleurs établi des contacts avec le Jnim pour tenter d'obtenir la levée du blocus, à ce jour sans succès.

Mohamed Mamata Touré, membre de la société civile malienne qui a déjà participé à des pourparlers de paix avec les

groupes armés, se dit favorable à l'ouverture de discussions avec les djihadistes de nationalité malienne.

« Parce qu'il n'y a pas de bons moments pour aller à un dialogue. Il faut y aller à la moindre occasion pour sauver des vies, mais aussi des biens. Parce que chaque vie perdue est une vie malienne, chaque bien perdu est un bien malien. De ce point de vue, aller au dialogue, n'est pas à mon sens, un signe de faiblesse. »

Aux dernières nouvelles, les djihadistes auraient exigé une demande officielle des autorités de la transition malienne pour échanger autour de la question.

Mariko Kalifa



# Les multiples défis de Sassou-Nguesso

Du 9 au 10 septembre 2025, les six chefs d'État venus du Tchad, du Cameroun, de Centrafrique, du Congo-Brazzaville, du Gabon et de la Guinée Équatoriale, ont tenu leur session extraordinaire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) à Bangui. En clôture du sommet, le centrafricain Faustin-Archange Touadéra a passé le flambeau à son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso après deux ans passés à la tête de l'institution sous-régionale.



Denis Sassou-Nguesso : « Je peux vous assurer que nous nous sommes engagés en politique sur le thème du panafricanisme, de la libération de l'Afrique, du développement tout court ». (Ph: DR)

À près deux ans à la tête de la Cémac, le centrafricain Faustin-Archange Touadéra a passé le flambeau à son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso. Ce sommet intervenait dans un contexte où les pays de la Cémac se mettent en ordre de bataille pour l'intégration économique, la coopération sécuritaire, la fraternité sous-régionale et un avenir commun dans le concert des nations. Tout souriant, le président Centrafricain Faustin-Archange Touadéra a passé le flambeau à son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso : un drapeau de couleur jaune.

« Notre sous-région Cémac est une terre d'opportunité qui peut aider le monde à renouer avec la croissance. Le monde a besoin d'une dynamique de croissance pour prendre à bras le corps les multiples défis à relever : le chômage, le déficit budgétaire, la dette, la pauvreté, le changement climatique. Les pays de la Cémac ont des ressources minières et naturelles abondantes

pour jouer un rôle vital dans la dynamique de croissance dont l'économie mondiale a besoin aujourd'hui », a assuré le président centrafricain. L'organisation a également annoncé la mise en place d'un mécanisme efficace pour favoriser la libre circulation des personnes et des biens ainsi l'intégration sous-régionale. « Je peux vous assurer que nous nous sommes engagés en politique sur le thème du panafricanisme, de la libération de l'Afrique, du développement tout court », a lancé

Denis Sassou-Nguesso son nouveau président.

Crée en 1994, la zone Cémac est aujourd'hui confrontée à des difficultés d'ordre économiques avec une faible croissance et un endettement élevé. À cela s'ajoutent des problèmes d'intégration régionale, l'instabilité sécuritaire ou encore la mauvaise gouvernance. Autant de défis que les pays membres disent vouloir surmonter.

LYA

## DIPLOMATIE » Visas contre Migrants

# Le « Non » cinglant du Burkina à Donald Trump

*Le Burkina Faso a récemment refusé fermement une proposition de l'administration Trump. Il s'agissait d'accueillir des expulsés des États-Unis, en plus de ses propres ressortissants, selon le ministre des Affaires étrangères, Karamoko Jean-Marie Traoré. Conséquence, la délivrance des visas est délocalisée au Togo.*



Désormais, tous les Burkinabè se rendront à Lomé au Togo pour obtenir un visa pour les Etats-Unis. (Ph : DR)

« À compter du vendredi 10 octobre 2025, toutes les opérations de visa courantes à l'ambassade des États-Unis à Ouagadougou sont suspendues», indique un communiqué de l'ambassade des États-Unis d'Amérique au Burkina Faso.

Désormais, tous les Burkinabè se rendront à Lomé au Togo pour obtenir un visa pour les Etats-Unis.

« Les demandeurs de visa ayant un rendez-vous prévu ont été

informés. Les demandeurs de visa non-immigrant ayant besoin d'un visa pendant la suspension des opérations de visa doivent déposer leur demande à l'ambassade des États-Unis à Lomé», poursuit le communiqué. Officiellement, la raison évoquée par les autorités américaines est liée au constat que « le Burkina Faso présente un taux élevé de dépassement de la durée de séjour autorisée pour les touristes, les voyageurs d'affaires et les étudiants se rendant aux États-Unis ».

« Bien que cela ne reflète pas la position du gouvernement du Burkina Faso, le gouvernement américain prend ces problèmes très au sérieux et a mis en œuvre des mesures pour y remédier », souligne la note.

Officieusement, paie cash son refus d'accueillir les migrants expulsés des Etats-Unis.

En réponse, les autorités burkinabè ont qualifié cette offre d'« indécente » et contraire aux valeurs de dignité, en référence au chef militaire du pays, le capitaine Ibrahim Traoré.

Depuis juillet, plus de 40 personnes expulsées ont été envoyées en Afrique. Les États-Unis ont conclu des accords secrets avec au moins cinq nations africaines, notamment en Eswatini, au Soudan du Sud, au Rwanda et au Ghana, pour des déportations vers des pays tiers.

Pour sa part, Human Rights Watch rapporte que certains de ces pays ont reçu des fonds américains pour accueillir ces migrants, sous forme d'incitations financières.

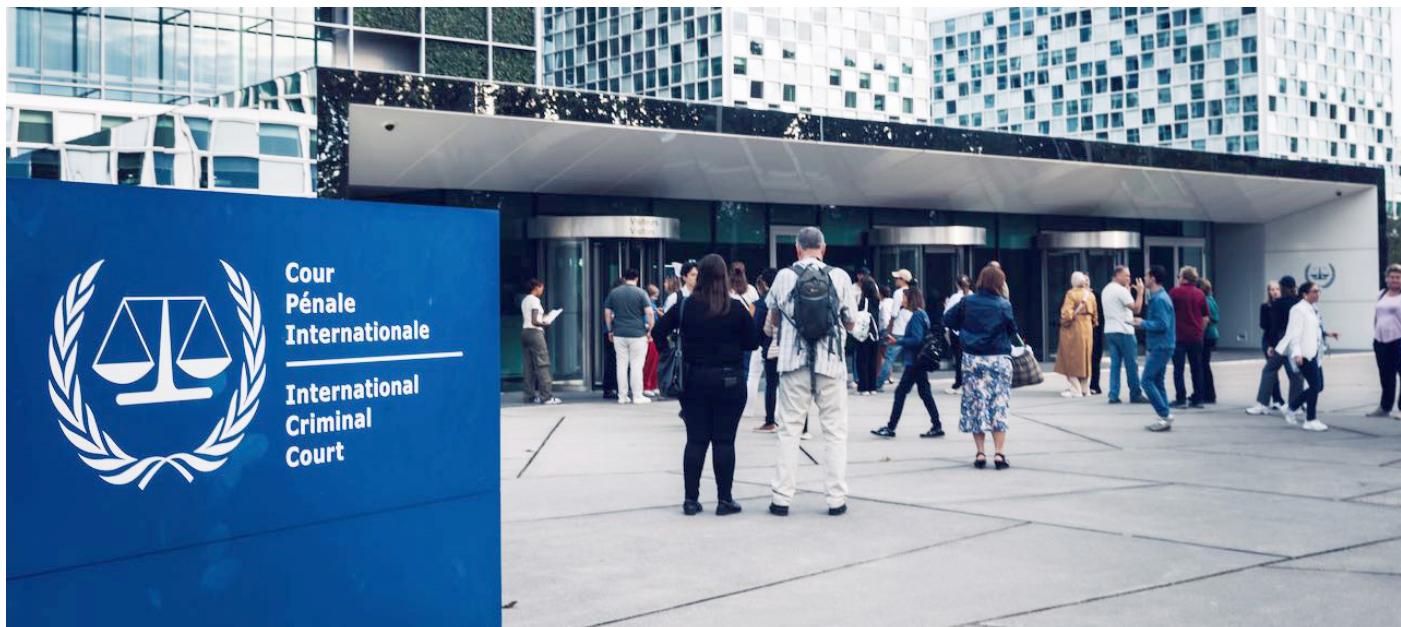
Marie-Inès Bibang



## JUSTICE » Cour Pénale Internationale (CPI)

# Quelles conséquences après les retraits du Burkina Faso, du Mali et du Niger ?

*Le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont annoncé le 22 septembre 2025 quitter la Cour pénale internationale en l'accusant d'être un « instrument de répression néo-coloniale aux mains de l'impérialisme ». Les trois pays avaient annoncé leur intention de créer un tribunal pour le Sahel pour juger les crimes les plus graves. Quelles conséquences pourrait avoir leur décision ?*



*Les trois pays sahéliens dénoncent un « instrument de répression néocolonial aux mains de l'impérialisme ». (Ph : DR)*

**U**n coup d'épée dans l'eau ? Certainement... Depuis le 22 septembre 2025, les trois pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ont officiellement tourné le dos au Statut de Rome et à la Cour Pénale Internationale (CPI).

La déclaration commune affirme qu'« à l'épreuve du temps », la CPI s'est transformée « en instrument de répression néocoloniale aux mains de l'impérialisme, devenant ainsi l'exemple mondial d'une justice sélective ». Pour le Mali, le Niger et le Burkina, c'est ce principe de deux poids deux mesures qui fait qu'ils claquent la porte.

Les trois pays sahéliens ne sont toutefois pas les premiers à quit-

ter la Cour. Parmi les Africains, le Burundi était passé à l'acte en 2017. Mais cela n'avait pas empêché l'ouverture d'une enquête. L'Afrique du Sud et le Kenya avaient menacé de se retirer, sans finalement s'exécuter.

Le retrait des trois pays du traité de la CPI sera effectif un an après avoir été signifié au secrétaire général de l'ONU. En attendant, la Cour reste compétente contre les auteurs de crimes commis sur leurs territoires respectifs.

Pour le Mali, tous les actes pris par la Cour lorsque le pays en était membre, restent valides, dont le mandat émis contre Yiad Ag Raly en 2017, ainsi que les deux condamnations prononcées contre des responsables d'Ansar Dine pour des crimes commis à Tombouctou.

Jusqu'à ces dernières années, la CPI n'a poursuivi que des responsables africains. L'ex-président philippin Rodrigo Duterte est incarcéré dans la prison de la Cour et devrait bientôt être jugé. Des mandats d'arrêt ont aussi été émis contre des responsables géorgiens et russes, dont Vladimir Poutine.

Fondée en 2002, la Cour pénale internationale (CPI) a pour mission de poursuivre les auteurs des crimes les plus graves commis dans le monde, lorsque les pays n'ont pas la volonté ou la capacité de le faire eux-mêmes. Elle comptait jusqu'à présent 125 membres. Les Etats-Unis et la Russie n'en font pas partie, ni Israël, la Chine ou la Birmanie. La Hongrie a claqué la porte plus tôt cette année, en réaction au

mandat d'arrêt pris à l'encontre du dirigeant israélien Benyamin Nétanyahou.

L'institution essuie régulièrement des critiques, notamment dans les pays africains où elle est accusée de poursuivre majoritairement des personnalités du continent. Elle a condamné le chef de guerre congolais Bosco Ntaganda à trente ans de prison ou le chef djihadiste malien Al-Hassan à dix ans d'emprisonnement, pour des crimes de guerre notamment.

Mais elle a aussi acquitté l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, son ancien bras droit Charles Blé Goudé ou encore l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba.

Lamine Thiam



## TRANSPORT » Transport aérien

# Air Côte d'Ivoire réceptionne son premier Airbus A330-900Neo

*La compagnie nationale Air Côte d'Ivoire a réceptionné officiellement son tout premier Airbus A330-900Neo, le mercredi 3 septembre 2025, à Toulouse, en France. En prélude au lancement de sa ligne long courrier Abidjan-Paris-Abidjan le 18 septembre dernier.*

Cet appareil de dernière génération vient renforcer la compétitivité et le confort des liaisons internationales. Fraîchement sorti des chaînes d'assemblage d'Airbus, l'appareil est déjà paré des couleurs de la compagnie nationale. Il a effectué avec succès son premier vol test depuis le siège du constructeur, démontrant ses performances techniques et son haut niveau de fiabilité.

L'A330-900, réputé pour son efficacité énergétique et ses cabines spacieuses, sera déployé sur la ligne stratégique Abidjan-Paris. Les passagers pourront ainsi bénéficier d'une expérience de voyage inédite, alliant confort moderne, ser-



*La cérémonie de réception de l'appareil s'est déroulée en présence de la Première dame, Dominique Ouattara, avec à ses côtés plusieurs personnalités ivoiriennes et françaises (Ph : DR)*



*Air Côte d'Ivoire confirme avec cette avancée, son ambition de devenir un acteur incontournable du ciel africain (Ph : DR)*

## Transport aérien « TRANSPORT



*Pour la compagnie, l'arrivée de ce premier A330-900Neo, sur deux attendus, symbolise la modernisation accélérée de la flotte nationale (Ph : DR)*

vices haut de gamme et réduction de l'empreinte carbone. Avec cette acquisition, la Côte d'Ivoire réaffirme son ambition de se positionner comme un hub aérien incontournable en Afrique de l'Ouest, tout en offrant aux voyageurs un standard international de qualité. La cérémonie de réception de l'appareil s'est déroulée en présence de la Première dame, Dominique Ouattara, avec à ses côtés le Ministre des Transports Amadou Koné, les Ministres Amadou Coulibaly de la Communication et Françoise Remarck de la Culture et de la Francophonie, ainsi que de plusieurs personnalités ivoiriennes et françaises. Cette présence de haut niveau illustre l'importance La Première dame s'est fortement réjoui de cet instant solennel qui, selon elle, marque une page mémorable de l'histoire de l'aviation ivoirienne.

*«Pour la première fois de son histoire, notre pays se dote*

*d'un appareil gros porteur de dernière génération, éco énergétique, connecté et offrant aux passagers un confort de voyage digne des plus grandes compagnies dans le monde », a salué Mme Ouattara. Avant de souligner que cette nouvelle ligne aérienne permettra de renforcer l'accessibilité de la Côte d'Ivoire et à faciliter les déplacements des populations ivoiriennes vers les autres continents. «Elle ouvre de nombreuses opportunités, notamment pour nos jeunes entrepreneurs », a-t-elle insisté.*

Le Président du conseil d'administration d'Air Côte d'Ivoire, le Général Abdoulaye Coulibaly et le Président Afrique et Caraïbe, Gabriel Semelas ont rappelé les caractéristiques du nouvel avion adapté aux réalités et aux ambitions de la Côte d'Ivoire. En effet, l'Airbus A330-900neo dispose de 242 sièges passagers répartis comme suit : 4 en First-class, 44 en Business-class, 21 en Premium et 173 en

classe Économique. Il contient une soute à bagages de grande capacité.

Pour la compagnie, l'arrivée de ce premier A330-900Neo, sur deux attendus, symbolise la modernisation accélérée de la flotte nationale. Avec cet avion de dernière génération, Air Côte d'Ivoire rejoint le cercle des compagnies africaines capables d'assurer des vols long-courriers dans des conditions de confort et de sécurité optimales.

Cette acquisition est rendue possible grâce à la vision du président Alassane Ouattara, qui a fait du transport aérien un levier majeur de développement et d'ouverture du pays. En effet, le secteur aérien ne se limite pas au déplacement de passagers : il constitue aussi un puissant moteur de croissance, favorisant les échanges commerciaux, le tourisme et l'intégration de la Côte d'Ivoire dans les grandes routes aériennes internationales.

La nouvelle liaison Abidjan-Paris, opérée désormais par Air Côte d'Ivoire, s'inscrit dans la volonté de renforcer les liens historiques de coopération et de fraternité entre les deux pays. Outre sa portée diplomatique et symbolique, cette desserte régulière offre davantage de choix et de flexibilité aux voyageurs ivoiriens, africains et internationaux. Elle constitue également une opportunité pour mieux connecter l'Afrique de l'Ouest au reste du monde à partir d'Abidjan, hub aérien en pleine expansion.

Air Côte d'Ivoire confirme avec cette avancée, son ambition de devenir un acteur incontournable du ciel africain. La réception de ce nouvel appareil n'est pas seulement une acquisition technique, mais aussi une déclaration de confiance en l'avenir. Celui d'une compagnie moderne, compétitive et résolument tournée vers l'international.

J.C. PAGNI

## SOCIETE » Visas contre Migrants



# Voici le deal entre le Ghana et les Etats-Unis

Après avoir nié toute contrepartie à l'accueil d'individus expulsés par Washington, le ministre ghanéen des affaires étrangères a reconnu avoir obtenu, en échange, la levée des restrictions sur les visas.



En Afrique, l'Eswatini, le Ghana, le Rwanda et le Soudan du Sud ont accepté ces derniers mois des personnes expulsées par les Etats-Unis. (Ph : DR)

**E**nfin, la vérité ! Le ministre ghanéen des affaires étrangères, Samuel Okudzeto Ablakwa, a fini par le reconnaître : si son pays a pu obtenir la levée des restrictions sur les visas annoncés par Washington en juillet, c'est parce qu'un accord a été passé, portant notamment sur l'accueil de migrants expulsés des Etats-Unis. « Ils nous ont demandé de les aider à gérer le problème migratoire. Après avoir consulté le président John Dramani Mahama, nous leur avons répondu que nous accepterions seulement des res-

sortissants ouest-africains », a déclaré le chef de la diplomatie ghanéenne sur le plateau de la chaîne TV3 Ghana, le 4 octobre 2025. Souvenez-vous, le 5 septembre 2025, quatorze ressortissants originaires de pays tiers de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sont arrivés au Ghana, avant que certains ne soient envoyés vers le Togo, quinze jours plus tard, dans des conditions opaques. Mais jusque-là, les autorités ghanéennes avaient toujours nié avoir reçu une quelconque contrepartie à l'accueil

de migrants, tout comme les autres pays africains ayant accepté de les recevoir. Grâce à cet accord, le Ghana retrouve les visas touristiques et étudiants à entrées multiples pour quatre à cinq ans, loin des restrictions imposées l'été dernier. Les négociations ont aussi permis de sauver le programme AGOA sur les exportations, vital pour l'économie ghanéenne. Au niveau national, le sujet des déportés fait débat. Certains croient en l'argument humanitaire du gouvernement. Une mesure remise en cause par le chef de l'opposition parle-

mentaire, mais aussi par l'avocat qui attaque le gouvernement en justice pour stopper les expulsions, Oliver Barker-Vormawor. Il estime que « l'accueil des expulsés est illégal pour deux raisons. D'abord, cela a été conclu sans la ratification du Parlement avant sa mise en place. C'est contre la loi ghanéenne. Ensuite, le protocole de la Cédéao sur lequel le gouvernement se repose n'autorise pas l'accueil involontaire de personnes. C'est seulement pour les mouvements volontaires. Cela ne peut pas servir de base à des expulsions ».

MIB

# Grosse colère après le décès d'un Guinéen en Normandie

*Employé dans une boucherie de Darnétal, près de Rouen (Seine-Maritime), Mamadou Garanké Diallo, un jeune Guinéen apprenti, est décédé en tentant de quitter la France à la suite de la réception de son avis d'expulsion. Il a été retrouvé mort près de Dunkerque (Nord), alors qu'il tentait de rejoindre l'Angleterre.*

**L**'émotion est encore forte en Normandie, notamment dans la métropole rouennaise. Le décès de Mamadou Garanké Diallo fait jaser. Il n'avait que... 21 ans.

À l'annonce de sa mort, la tristesse a touché nombre d'habitants de Darnétal et de clients de la boucherie où il était apprenti.

Le drame s'est produit le 17 septembre 2025. Le corps du jeune Guinéen a été retrouvé vers 3 h du matin, sans ses papiers, près d'une sortie d'autoroute à Loon-Plage (Nord), à proximité d'un camp de migrants et de la ville de Dunkerque. Il n'avait pu être immédiatement identifié.

Son identification et le contexte de son décès ont été révélés en ce début du mois d'octobre : Mamadou Garanké Diallo est mort alors qu'il tentait de quitter la France et essayait de rejoindre l'Angleterre pour éviter d'être renvoyé en Guinée. Son décès a provoqué émotion et indignation en France, tout particulièrement en Normandie où il travaillait et s'était intégré.

Depuis 2023, le jeune homme, apprenti dans une boucherie de Darnétal, près de Rouen (Seine-Maritime), faisait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Il était arrivé de Guinée Conakry en 2019.

Selon une source proche de Mamadou Garanké Diallo, il a été tué « par un camion ». Il est parti en raison d'une « OQTF, ce document qui tue... Il espérait



*Le corps de Mamadou Garanké Diallo a été retrouvé à proximité d'un camp de migrants et de la ville de Dunkerque. (Ph : DR)*

(rejoindre) l'Angleterre. Pour un avenir meilleur, qui avait accompagné le jeune homme après son arrivée en France.

Visé par une OQTF en avril 2023, confirmée par le tribunal administratif de Rouen en décembre 2023, le jeune homme en avait reçu une deuxième en mai 2025

sur les mêmes bases et parce qu'il ne disposait ni d'un visa long séjour salarié, ni d'une autorisation de travail, explique la préfecture de Seine-Maritime.

« Sa mort est une absurdité, celle d'un système qui rejette plutôt qu'il n'intègre. Combien de temps encore allons-nous

accepter cela ? », demande Florence Hérouin Léautey, députée socialiste de la Seine-Maritime sur son compte X. « Diplômé d'un CAP boucherie, Mamadou voulait simplement travailler et construire sa vie ».

**Marie-Inès Bibang**

# SPORT » Football: Coupe d'Afrique des nations 2025



## Entre stades high-tech et appli "Yalla", le Maroc prépare la CAN 2.0

*Le Maroc se prépare à accueillir, du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, la 35e édition de la Coupe d'Afrique des Nations. Un retour attendu depuis 37 ans, qui s'annonce comme un événement sportif et festif majeur sur le continent. Le compte à rebours est désormais lancé. Entre stades high-tech et appli "Yalla", le Maroc prépare la CAN 2.0*

**D**ans moins de 100 jours, le Royaume chérifien redeviendra le cœur battant du football africain. Pour la première fois depuis 1988, le Maroc accueillera à nouveau la plus prestigieuse compétition du continent, confirmant son statut de terre d'accueil, d'organisation et de passion sportive.

### UNE CAN D'ENVERGURE MONDIALE

La Confédération africaine de football (CAF) a marqué ce cap symbolique en dévoilant l'affiche officielle du tournoi, mettant en avant le patrimoine et la modernité du Maroc. Cette édition ambitionne de battre les records de la précédente CAN 2023 en Côte d'Ivoire, suivie par 1,5 milliard de téléspectateurs et forte de 2,4 milliards d'interactions numériques.

Mais au-delà des chiffres, la CAN 2025 s'annonce comme une fête du sport, de la fraternité et de l'identité africaine. Des supporters venus de tout le continent feront vibrer les stades marocains, pendant que le monde entier observera la montée en puissance du football africain.

### INFRASTRUCTURES ET LOGISTIQUE

Le Maroc monte en puissance



*Le Grand Stade de Marrakech fait figure de vitrine avec une capacité portée à 50 000 places (Ph : DR)*

avec des stades modernisés aux standards mondiaux. Cinq villes hôtes (Casablanca, Rabat, Tanger, Marrakech et Agadir) accueilleront les rencontres. Toutes ont fait l'objet d'un programme de modernisation intensif : Rénovation des pelouses hybrides, éclairage LED conforme aux normes FIFA, espaces médias et hospitalité modernisés, renforcement de la connectivité et de la sécurité. Le Grand Stade de Marrakech fait figure de vitrine avec une capacité portée à 50 000 places, une toiture solaire et un système d'as-

sistance vidéo (VAR) de dernière génération. Sa capacité d'accueil est passée de 41 000 à 46 000 places.

Ce stade va abriter des matchs du groupe B de la CAN, constitué de l'Egypte, de l'Afrique du Sud, de l'Angola et du Zimbabwe. Des rencontres du groupe F, composé de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Gabon et du Mozambique, se joueront également à Marrakech, de même que l'un des matchs des huitièmes de finale. L'une des affiches des quarts de finale aura aussi pour cadre le Grand

### Stade de Marrakech.

À Casablanca, le Grand Stade de Benslimane, actuellement en construction, symbolise la vision à long terme du Royaume, puisqu'il sera l'un des sites majeurs du Mondial 2030.

Pour absorber l'afflux attendu de plus d'un million de visiteurs, le Maroc a misé sur une logistique solide : Extension de l'aéroport de Marrakech-Menara, modernisation des hubs de Casablanca et Tanger, extension du TGV (LGV) Casablanca-Marrakech, prévue avant 2026, réduisant le trajet à 2 heures, et de nouvelles lignes de bus électriques et routes périphériques élargies. Les villes hôtes seront reliées par un réseau de transport interurbain optimisé, facilitant le déplacement des équipes, officiels et supporters.

### CAMPS DE BASE : CONFORT ET PERFORMANCE

Les 24 sélections africaines seront hébergées dans des camps de base intégrés, combinant hébergement, terrains d'entraînement et installations médicales. Chaque équipe disposera d'un camp de base avec un hôtel et un terrain d'entraînement dédié. Ces infrastructures, réparties entre les grandes régions, ont été conçues selon un modèle durable : matériaux écologiques, gestion



# Football: Coupe d'Afrique des nations 2025 « SPORT



*L'extension du TGV (LGV) Casablanca-Marrakech est prévue avant 2026 (Ph : DR)*

optimisée de l'eau, et autonomie énergétique partielle grâce au solaire.

## “YALLA”, L'APPLICATION OFFICIELLE DE LA CAN 2025

L'un des grands défis reste la gestion de la billetterie. La technologie et la sécurité sera au service d'une CAN connectée et sécurisée. Après les difficultés observées lors de précédentes éditions, la CAF et la Fédération royale ma-

rocaine de football (FRMF) ont opté pour une plateforme 100 % numérique, associée à l'application "Yalla". Le Maroc innove avec "Yalla", une application tout-en-un développée en partenariat avec la CAF. Disponible en arabe, français et anglais, elle permettra aux supporters d'acheter leurs billets, suivre les scores en direct, accéder aux plans des stades, réserver les transports et hébergements et signaler tout incident ou besoin d'assistance. L'application intègre un système

de reconnaissance des supporters et de paiement sécurisé, facilitant la fluidité des entrées dans les stades. Chaque billet sera personnalisé et traçable afin de limiter le marché noir et d'assurer la transparence.

## SÉCURITÉ

Face à l'ampleur de l'événement, le Maroc a mis en place un plan de sécurité globale, un dispositif d'envergure nationale coordonné entre le ministère de l'Intérieur, la DGSN et la CAF. Des unités spécialisées assureront la surveillance dans et autour des stades, tandis que des drones et caméras intelligentes garantiront la sécurité des flux. Un centre de commandement intégré à Rabat centralisera les données en temps réel pour anticiper tout incident. « Le Maroc a fait ses preuves lors des grands événements internationaux. La CAN sera une vitrine de notre savoir-faire en matière de sûreté et d'organisation », confie un haut responsable du comité d'organisation.

**RÉPÉTITION GÉNÉRALE POUR LE MONDIAL 2030**  
L'organisation de la CAN 2025



*L'application "Yalla" intègre un système de reconnaissance des supporters et de paiement sécurisé, facilitant la fluidité des entrées dans les stades (Ph : DR)*

servira de test grandeur nature pour le Mondial 2030, que le Maroc coorganisera avec l'Espagne et le Portugal.

La compétition permettra de tester les infrastructures, les dispositifs de sécurité, la billetterie numérique, la logistique et la coordination institutionnelle entre villes. « La CAN 2025 sera notre banc d'essai. Le Mondial 2030 doit consacrer le Maroc comme modèle d'organisation africaine et méditerranéenne », a déclaré Fouzi Lekjaa, président de la FRMF.

La CAN 2025 n'est pas seulement un événement sportif : elle s'inscrit dans une stratégie plus large de développement territorial, touristique et technologique. Entre héritage durable, dynamisme économique et rayonnement continental, le Maroc entend prouver qu'il n'est plus simplement un pays hôte, mais un acteur moteur du futur du sport africain.

Dans moins de cent jours, le Maroc accueillera à nouveau la plus grande fête du football africain. Des stades modernisés aux applications connectées, des trains à grande vitesse aux hôtels flamboyants neufs, le Royaume se prépare à montrer au monde un visage moderne, sûr et ambitieux. La CAN 2025 sera bien plus qu'un tournoi : une répétition générale du Mondial 2030 et une déclaration d'excellence africaine.

La compétition s'annonce relevée, avec la participation de grandes nations du football africain comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Nigeria ou encore l'Algérie. D'autres équipes habituées des phases finales, telles que le Ghana ou la Guinée, manqueront toutefois à l'appel, témoignant de la rude concurrence pour figurer parmi l'élite continentale.

Jean-Christophe PAGNI

## SPORT » Football: Coupe d'Afrique des nations 2025



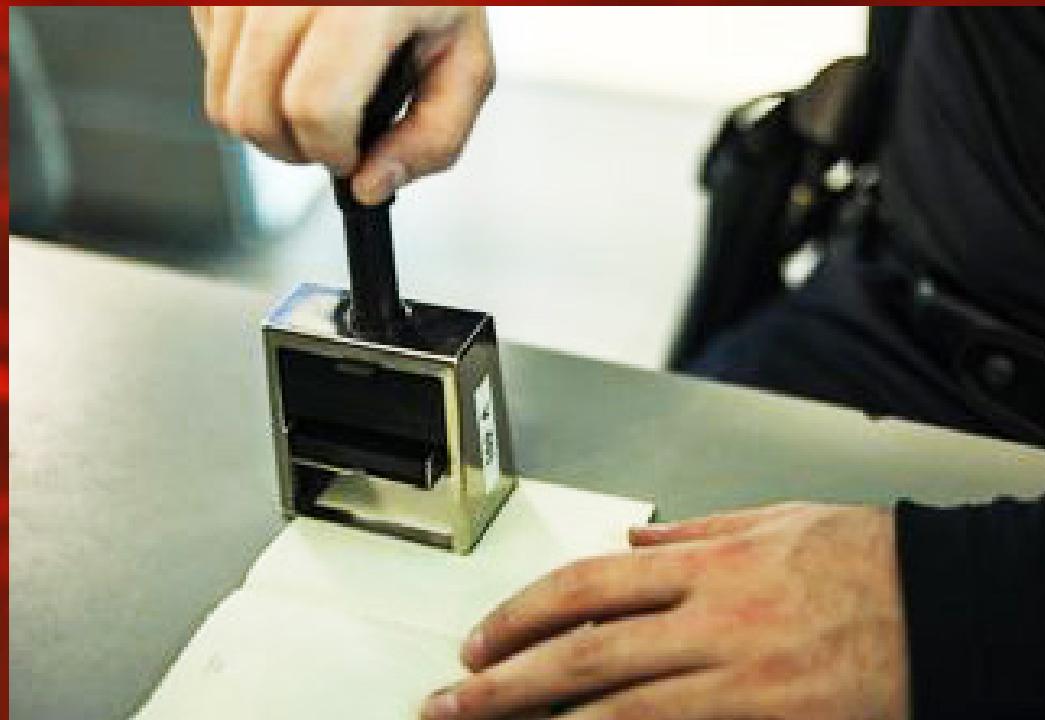
# Le Maroc impose le e-visa aux pays qualifiés

*Le Maroc a décidé d'imposer le visa électronique aux supporters de plusieurs pays qualifiés pendant la CAN 2025. Explications.*

Coup dur pour les milliers de supporters africains qui pourraient suivre depuis leurs salons, la prochaine Coupe d'Afrique des nations du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026 au Maroc. Depuis le 25 septembre 2025, en effet, en partenariat avec la Confédération africaine de football (CAF), le Maroc a officielisé le lancement de l'application Yalla. Cet outil numérique devient la porte d'entrée unique pour les supporters : Achat des billets, génération du Fan-ID (indispensable pour accéder aux stades et zones réservées), et dépôt des demandes d'e-visa temporaire. Sans ce Fan-ID, aucun accès aux matchs ni aux espaces de la compétition ne sera possible.

La demande se fera exclusivement en ligne, via la plateforme dédiée. Les supporters devront fournir : un passeport valide pour la durée du séjour, une carte d'identité avec adresse, deux photos d'identité en couleur, un relevé bancaire ou une lettre de recommandation (Ministère du Tourisme, ONMT ou agence accréditée), un billet aller-retour confirmé, une réservation d'hôtel ou un certificat d'hébergement, une assurance voyage ainsi que le paiement de 220 dirhams de frais de visa.

Il s'agit de la première fois que le Royaume chérifien impose un



*L'application Yalla devient la porte d'entrée unique pour les supporters au Maroc, à la faveur de la CAN 2025. (Ph : DR)*

visa temporaire aux supporters des pays africains, y compris ceux habituellement exemptés, comme le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Gabon, le Niger, le Sénégal, le Togo, la Tunisie ou encore l'Algérie. Le ministère des Affaires étrangères précise qu'il ne s'agit pas d'une décision ciblant certains pays, mais d'une règle générale appliquée à tous les participants. L'objectif affiché est de fluidifier l'organisation, ren-

forcer la sécurité et mieux encadrer les flux de supporters lors de cette CAN 2025, présentée comme un événement majeur pour le Royaume et pour la CAF. Cette requête doit être effectuée au minimum 96 heures (4 jours) avant la date prévue d'arrivée afin de permettre le traitement du dossier. Les demandeurs devront également remplir un formulaire électronique et transmettre l'ensemble des justifica-

tifs requis au format numérique. Cette procédure simplifiée d'AEV via l'application Yalla est temporaire et ne sera en vigueur que jusqu'au 25 janvier 2026. Une fois la CAN terminée, les modalités d'accès au territoire marocain reviendront à la normale.

Redouane Benali

# Hamari Traoré, le bad boy

Plus d'une année que le latéral droit des Aigles est sur le flanc. En effet, la Fédération malienne de football (Fémafoot) a prononcé la suspension du capitaine de la sélection Hamari Traoré (33 ans), après la publication d'une lettre critiquant durement la gestion du football national. Depuis lors, silence radio.

**R**everra-t-on un jour Hamari Traoré sous les couleurs des Aigles du Mali ? Pas sûr... Depuis le 02 juillet 2024, la Fémafoot a voulu frapper un grand coup et montrer son autorité en sanctionnant le capitaine des Aigles. Hamari Traoré, qui joue désormais au Paris FC, fait partie des joueurs de la sélection qui ont publié en juin 2024 une lettre dans laquelle ils déplorent l'absence de résultats depuis des années, la « mauvaise gestion » de leur sport par leurs dirigeants et le manque de professionnalisme de ces derniers.

Les joueurs ont menacé, dans la lettre, de boycotter la sélection si leurs dirigeants ne remédiaient pas à la crise que traverse selon eux le football malien. La lettre destinée aux supporteurs a fait grand bruit au Mali. Pour rappel, la commission disciplinaire a convoqué Hamari Traoré, qui n'a pas répondu.

Réuni le 27 juin 2024, le comité exécutif de la fédération a décidé de suspendre le joueur de toutes les sélections « pour manquement à l'honneur et à la dignité, incitation et fronde contre l'équipe nationale et le football malien ».

Conséquence directe, plusieurs joueurs de l'équipe nationale dont Amadou Haïdara, Mohamed Camara ou encore Boubacar Kouyaté ont annoncé se mettre en retrait de la sélection le 12 juillet 2024. Une décision collective prise en soutien à leur capitaine Hamari Traoré...

L'ancien défenseur malien, Brahim Thiam, tente d'expliquer les



Le joueur malien est suspendu par la Fémafoot de toutes les sélections « pour manquement à l'honneur et à la dignité, incitation et fronde contre l'équipe nationale et le football malien ». (Ph : DR)

raisons profondes de la révolte des joueurs Maliens. « La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est ce déplacement en Afrique du Sud lors des éliminatoires du Mondial 2026, dont les joueurs ont beaucoup parlé... », a-t-il commencé par indiquer. Avant de préciser sa pensée. « Un déplacement, ça se prépare en amont. On dirige une sélection, on sait qu'on va se déplacer, il y a forcément des réunions préparatoires pour bien aborder le match. Il faut savoir que les joueurs sont allés deux ou trois fois à l'aéroport en pensant qu'ils allaient prendre l'avion avant de retourner à Kabala. Moi, à leur place, je ne serais même pas parti à Johannesburg. Faire un voyage de plus de 10 heures pour arriver le jour du match et jouer dans la foulée, c'est la goutte d'eau qui a fait

déborder le vase. Les joueurs avaient déjà des griefs contre la fédération mais comme le Malien est bien éduqué et n'aime pas les histoires, ils ont toujours étouffé un petit peu ». La crise au sein des Aigles semble plus profonde lorsque Brahim Thiam souligne : « Vous savez, il y a toujours eu des binationaux de notre génération qui avaient un peu la grande gueule mais nos coéquipiers, qui sont nés et ont grandi au Mali, ont une culture un peu plus réservée et n'ont pas l'habitude de s'exprimer en public pour ne pas créer la zizanie. Cela prouve aujourd'hui vraiment que cette décision de boycott fait l'unanimité. Ça veut dire qu'il y a un vrai problème, au point de ne plus vouloir jouer avec le Mali, qui est pour nous la chose la plus importante. On aime tous le Mali. Mais je reste

convaincu qu'on ne pourra jamais avancer tant que cette fédération-là, dirigée par « Baïvieux » (Ndlr ; Mamoutou Touré), est en place. Il est dans le giron de la fédération depuis plus de 20 ans puisque c'était déjà lui le porte-drapeau d'Amadou Diakité lorsqu'il était mon président. Comme on dit chez nous « a banna », c'est fini ! On ne peut plus continuer comme ça ». Jusque-là, le Parisien Hamari Traoré n'a pas réagi publiquement à sa longue suspension. Une longue absence préjudiciable au Mali, largué à la 4e place dans le groupe I en compagnie de la Centrafrique, des Comores, du Ghana, du Tchad et de Madagascar, à la faveur des éliminatoires du Mondial 2026.

Guy-Florentin Yameogo

## SPORT » Football

# L'Algérie tient le fils de Zidane

Passé par les sélections jeunes de l'équipe de France (U16 à U20), Luca Zidane vient de changer de nationalité sportive. Gardien de Grenade en deuxième division espagnole, le second fils de Zinedine Zidane peut désormais être appelé par l'Algérie, qui disputera la Coupe d'Afrique des nations du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026 au Maroc.

**L**es Fennecs peuvent boire du petit lait... Depuis le 19 septembre 2025, Luca Zidane, deuxième fils de Zinedine, a choisi de changer de nationalité sportive. Sélectionné en équipe de France des U16 aux U20, le gardien de 27 ans vient d'opter pour l'Algérie. Celui qui garde les buts de Grenade (D2 espagnole) depuis la saison dernière a officialisé son changement de nationalité sportive, que la Fifa a validé via sa plateforme «Change of Association Platform». Une nouvelle plutôt inattendue, le gardien

formé au Real Madrid ayant porté les couleurs de l'équipe de France chez les jeunes (de U16 à U20), avec un titre de champion d'Europe U17 remporté en 2015 en Bulgarie.

Désormais sélectionnable avec l'Algérie, le deuxième fils de Zinédine Zidane pourrait être amené à disputer la Coupe d'Afrique des nations qui se déroule au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026. Avec en ligne de mire, à la fin de la saison, une potentielle Coupe du monde 2026...

Landry Anuarite



International français chez les jeunes, Luca Zidane (27 ans) défendra désormais les couleurs de l'Algérie. (Ph : DR)

## Chine



# Carrière brisée pour Samuel Asamoah

Lors d'une rencontre de deuxième division chinoise, le 5 octobre 2025, entre le Guangxi Pingguo et le Chongqing Tonglianglong, l'international Togolais, Samuel Asamoah a heurté un panneau publicitaire avec sa tête, après avoir subi une charge d'un adversaire. Il risque d'être handicapé à vie.

**L**e footballeur togolais du Guangxi Pingguo, Samuel Asamoah, s'est brisé le cou lors d'un match du championnat chinois en heurtant un panneau publicitaire de la tête, a dit son club, qui craint qu'il ne reste handicapé à vie. Des images de la télévision montrent Samuel Asamoah cherchant à faire écran de son corps alors que le ballon file vers ce qui semble être la ligne de touche, lors de cette rencontre de championnat de deuxième division, à domicile contre Chongqing Tonglianglong, le dimanche 5 octobre 2025, à Pingguo (sud). Le joueur togolais de 31 ans est alors poussé de l'épaule dans le dos par un adversaire lancé en pleine course. Sous le choc, il plonge la tête la première contre un panneau à

quelques mètres de la ligne et tente vainement d'amortir le choc avec les mains. « Un examen détaillé effectué par l'équipe médicale et l'hôpital a diagnostiqué chez Samuel Asamoah une luxation et des fractures de (différentes) vertèbres cervicales, ainsi qu'un blocage vertébral », accompagné « d'une compression nerveuse », a indiqué le club chinois dans un communiqué le lendemain du match.

Opéré avec succès dans un hôpital de Nanning, le joueur risque une paraplégie sévère et manquera tous les matches restants de la saison. Sa carrière pourrait également être gravement affectée. Triste.



L'international togolais pourrait être paralysé à vie. (Ph : DR)

RB



# Dylan Gbeuly Le-Duc attend son heure

*La prochaine fenêtre des transferts en France (1er janvier-2 février 2026) devrait permettre au jeune buteur Franco-ivoirien Dylan Gbeuly Le-Duc de signer dans un club professionnel et retrouver le parfum de la compétition.*



Dylan Gbeuly Le-Duc : « Je souhaite pendant la trêve de décembre retrouver un club au plus vite... ». (Ph : DR)

**«**Mon souhait actuel est de retrouver un projet sportif où je peux prendre du plaisir et retrouver les terrains au plus vite, cela me manque», s'empresse de nous indiquer l'ancien attaquant de Quevilly Rouen Métropole (QRM) en Ligue 2, Dylan Gbeuly Le-Duc (24 ans). Sur le flanc depuis plusieurs mois, il tient à retrouver de sa superbe. Actuellement, à la recherche d'un nouveau challenge, en effet, le footballeur dévoreur d'espaces qui a pour principales qualités son efficacité et son

adresse technique, a connu une formation complète au FC Burel à Marseille.

Passé par la suite par Montpellier dès ses 14 ans, jusqu'à ses 17 ans, Dylan Gbeuly Le-Duc a rejoint le Sporting club de Bastia chez les U19. « A Bastia, j'ai pu performer pendant un an, se remémore-t-il. Suite à ça, j'ai rejoint le Stade Rennais pendant deux années fantastiques où j'ai eu l'occasion de côtoyer de grandes stars comme Hatem Ben Arfa ou encore le Sénégalais Mbaye Niang ». Malheureusement, la période

Covid-19 a laissé des traces et Dylan Gbeuly Le-Duc a vu sa progression être freinée. Il explique encore : « Ma progression a effectivement été freinée sportivement en raison des restrictions mais à la sortie de ça, j'ai pu rebondir et signer à Quevilly Rouen Métropole (2020-2021), un club de Ligue 2 où j'ai pu faire mes premières apparitions en pro sous l'ère Bruno Irlès (Ndlr ; actuel entraîneur des Girondins de Bordeaux) ».

Comparé au Portugais Rafael Leao, pour son gabarit, Dylan Gbeuly Le-Duc affirme avoir re-

trouvé la forme et n'a aucune préférence quant à son futur immédiat. « Je souhaite pendant la trêve de janvier 2026 retrouver un club au plus vite car je n'ai pas eu l'occasion d'exploiter à 100% mon potentiel. Le fait de me retrouver sans club m'a permis de prendre conscience de mon potentiel et j'aimerais le (dé)montrer au plus vite ». Avis aux clubs de Ligue 1, Ligue 2 ou de National...

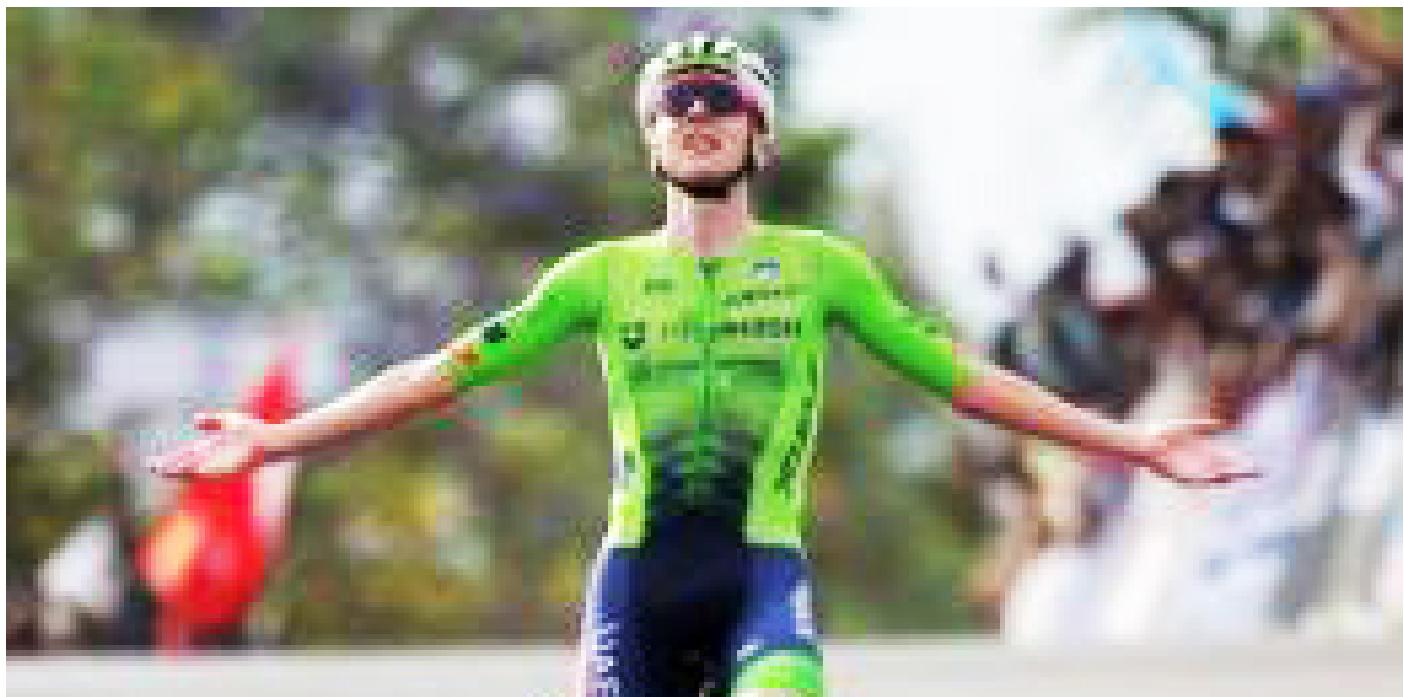
GFY



## SPORT » Mondiaux de Cyclisme 2025 au Rwanda

# Pogacar remporte la course la plus dure de l'histoire

*Pour les premiers Mondiaux de cyclisme sur son sol (21-28 septembre), le continent africain espérait qu'au moins l'un de ses représentants finisse la course. Hélas... En 2024, seul l'Erythréen Natnael Tesfatsion avait été classé, ce qui était mieux qu'en 2023, où aucun coureur africain n'avait fini l'épreuve élite hommes.*



*Pogacar remporte la course la plus difficile de l'histoire. (Ph : DR)*

**2** 67,5 kilomètres à parcourir, avec un dénivelé positif de 5 475 mètres. Voilà le menu, plus que copieux, qui attendait les coureurs de la course élite hommes des Mondiaux de cyclisme, le 28 septembre 2025 à Kigali (Rwanda). L'Union cycliste internationale (UCI) présentait déjà le parcours comme «le plus difficile de l'histoire». Au XXI<sup>e</sup> siècle, il est en tout cas celui avec le plus de dénivelé, devant le parcours d'Innsbruck en 2018 (5 020 m). Il ne pouvait en être autrement au Pays des Mille Collines. Malgré une centaine d'abandons, le Slovène Tadej Pogacar a remporté la course en ligne des Championnats du monde à

Kigali (21-28 septembre 2025). Il s'est envolé et a largué ses adversaires à 66 km de l'arrivée pour conserver son titre avec des écarts plus larges encore qu'en 2024. Remco Evenepoel et Ben Healy complètent le podium. Pour beaucoup d'autres coureurs donc, les reconnaissances organisées leur ont permis de découvrir les difficultés qui les attendaient : ils ont emprunté une première boucle, à parcourir neuf fois, avec la côte du golf de Kigali (800 m à 8,1% de moyenne), et celle de Kimihurura, pavée (1,3 km à 6,3%), qui avait déjà fait le tri dans le peloton. Après cette boucle, ils ont emprunté une seconde, de 42 kilomètres, qui est passé par

le mont Kigali (5,9 km à 6,9%), qui a été suivi presque immédiatement du mur de Kigali, un impressionnant passage aux pavés irréguliers sur 400 mètres, en côte, à 11% de moyenne. Ce mur a poursuivi la sélection parmi les coureurs, avant qu'ils ne retournent sur le premier circuit, qu'ils ont parcouru encore six fois. Les derniers kilomètres avant l'arrivée étaient, enfin, en dénivelé positif, avec notamment la côte de Kimihurura, particulièrement pentue. Au final, le parcours, l'altitude, la chaleur et la pollution ont mis les coureurs à rude épreuve lors de la course hommes aux Championnats du monde de cyclisme à Kigali.

Où étaient les coureurs africains ? L'Erythréen Biniam Girmay n'a pas fait le poids... Quelle solution urgente pour (re) lancer le cyclisme sur le continent ? Créer des compétitions. Il en reste moins d'une demi-douzaine au calendrier international dont les plus prestigieux restent la Tropicale Amissa Bongo du Gabon et le Tour du Faso. Dommage. Retenons une chose : la ferveur populaire a envahi la capitale du Rwanda à l'occasion de la compétition. De nombreux passionnés ont également fait le déplacement de tout le continent.

**Landry Anuarite**



## Mondiaux d'athlétisme 2025 à Tokyo « SPORT »

# L'Afrique réalise l'une des plus belles moissons, 23 médailles dont 10 en or

**D**u 13 au 21 septembre 2025, le Stade national de Tokyo a vibré au rythme des 20e Championnats du monde d'athlétisme. Et cette année, le continent africain a brillé de mille feux. Avec 23 médailles dont 10 en or, les nations africaines ont réalisé l'une de leurs plus belles moissons de l'histoire, confirmant leur statut incontournable sur la scène mondiale.

Le Kenya et le Botswana se hissent dans le top 5 mondial : respectivement 2e et 5e, avec 7 et 2 titres. En tête du classement, les États-Unis dominent avec 26 médailles (16 en or, 5 en argent, 5 en bronze), mais l'Afrique s'affirme plus que jamais comme la puissance montante de l'athlétisme mondial.

### LE KENYA IMPÉRIAL

Le Kenya a confirmé sa suprématie en demi-fond et fond, décrochant 11 médailles dont 7 en or. Parmi les exploits marquants, Emmanuel Wanyonyi a de nouveau régné sur le 800 m, après son sacre olympique à Paris en 2024. Son chrono de 1'41"86 entre dans l'histoire comme le meilleur jamais réalisé aux Mondiaux.

Chez les femmes, les performances ont été tout aussi impressionnantes avec Béatrice Chebet signe un doublé 5 000 m / 10 000 m. Mais aussi Faith Cherotich qui conserve son trône sur 3 000 m steeple. Lilian Odira crée la surprise en s'imposant sur 800 m. Et surtout, Faith Kipyegon écrit une nouvelle page d'histoire en remportant un quatrième titre mondial sur 1 500 m, un record absolu. « Mes enfants sont ma plus grande motivation. Voir des femmes comme Faith Kipyegon réussir malgré tout me



Emmanuel Wanyonyi a de nouveau régné sur le 800 m, après son sacre olympique à Paris en 2024 (Ph : DR)

pousse à croire que moi aussi je peux y arriver », confie Lilian Odira, nouvelle championne du monde du 800 m. Cette génération confirme la profondeur du vivier kényan : un pays capable de produire, décennie après décennie, des talents capables de dominer le demi-fond mondial. Le Botswana surprend le monde Le Botswana a signé une performance historique en se classant 5e au tableau des médailles. Moment fort de la compétition : la victoire du relais 4x400 m, devant les États-Unis, triples champions du monde en titre. Une première médaille d'or continentale dans cette discipline, portée par Collen Kebinatshipi, champion du monde du 400 m, et Letsile Tebogo, figure emblématique de l'équipe. « Le public a cru en nous, je devais être à la hauteur pour rendre tout le monde fier », a déclaré Tebogo, après la course.

Le pays a même décreté le 29 septembre jour férié pour célébrer ce succès historique, un symbole fort de la place grandissante du Botswana dans l'athlétisme mondial.

J.C. PAGNI



Autre moment marquant : le sacre du Tanzanien Alphonse Simbu sur le marathon (Ph : DR)

La Tanzanie entre dans l'histoire Autre moment marquant : le sacre du Tanzanien Alphonse Simbu sur le marathon. En 2h09'48", il s'impose au terme d'une course parfaitement maîtrisée et devient le premier Tanzanien champion du monde d'athlétisme. Une victoire symbolique pour un pays qui gravit peu à peu les échelons du haut niveau.

Avec 23 podiums dont 10 titres, l'Afrique signe sa deuxième meilleure performance de l'histoire après Pékin 2015 (32 médailles, dont 12 en or).

Cette édition de Tokyo 2025 confirme la force des grandes nations comme le Kenya, mais aussi l'émergence de nouveaux acteurs comme le Botswana et la Tanzanie. L'Afrique n'est plus seulement une terre de coureurs : elle est désormais une puissance globale de l'athlétisme mondial.

## CULTURE » UNESCO



# Khaled El-Enany succède à Audrey Azoulay

*L'Égyptien Khaled el-Enany a été désigné le 6 octobre 2025 comme directeur général de l'Unesco. Il aura la charge de mener pour les quatre prochaines années l'organisation, accusée d'être politisée et secouée par l'annonce du départ des États-Unis.*



*Khaled el-Enany prendra officiellement ses fonctions le 14 novembre 2025. (Ph : DR)*

**L**e Conseil exécutif de l'Unesco a désigné le 6 octobre 2025 l'Égyptien Khaled el-Enany pour devenir son directeur général pour les quatre prochaines années, face au Congolais Firmin Edouard Matoko, a annoncé sa présidente, Vera El Khoury La-coeuilhe.

C'était un vote à bulletin secret. On ne pouvait donc pas savoir avec certitude quel État a voté pour quel candidat. Toutefois, la victoire de Khaled el-Enany est nette : 55 voix contre 2. Il faut dire qu'il partait favori. Il était en campagne depuis deux ans à temps plein et il avait reçu le soutien public de la Ligue des pays arabes, de l'Union africaine et de

pays comme le Brésil, la France, l'Allemagne ou la Turquie. Cet ancien ministre des Antiquités et du Tourisme (2016-2022), égyptologue de formation âgé de 54 ans, a réuni 55 voix sur 57 lors de ce vote, qui doit désormais être formellement entériné le 6 novembre 2025 lors de la réunion de la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture à Samarcande (Ouzbékistan). Jamais la Conférence n'est allée à l'encontre d'un choix du Conseil exécutif.

Ce parfait francophone, diplômé d'égyptologie à l'université de Montpellier, deviendra alors le premier directeur général de l'Unesco originaire d'un pays

arabe, et le deuxième Africain après le Sénégalais Amadou Mahtar Mbow (1974-1987). «Je souhaite le meilleur au Dr el-Enany pour accomplir sa noble mission», a réagi le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi dans un communiqué, évoquant une «réussite historique» pour son pays.

Khaled el-Enany prendra officiellement ses fonctions le 14 novembre, succédant à la Française Audrey Azoulay, en poste depuis 2017. Il devra être désigné par la Conférence générale de l'Unesco à Samarcande, en Ouzbékistan, le 9 novembre 2025.

Il a annoncé à la presse que pendant les 100 premiers jours, il rencontrera tous les repré-

sentants des États membres pour élaborer un plan stratégique. D'abord pour faire face à la baisse de budget estimée entre 8 et 11% de l'Unesco à cause du départ des États-Unis en 2026. Puis pour améliorer l'efficacité de l'institution souvent jugée trop bureaucratique. Le nouveau directeur général a avancé quelques pistes comme la multiplication des sources de financement et avec une participation accrue du secteur privé sous différentes formes, puis grâce à des synergies et davantage de partenariats entre les agences.

AD



# Mariam Bagayoko, la vie sans Amadou

*Six mois après le décès d'Amadou Bagayoko, son mari et partenaire de scène depuis plus de quarante ans, Mariam est remontée sur scène le 6 septembre 2025. La grande chanteuse malienne a choisi la Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts, pour ce premier concert sans lui, accompagnée de son fils et de ses musiciens de toujours.*

**A**madou disparu, c'est désormais avec son fils Sam que Mariam Bakayoko sillonne les salles de spectacles.

Avec Amadou Bagayoko, disparu le 4 avril 2025 à l'âge de 70 ans et inhumé à Bamako deux jours plus tard, Mariam formait l'un des duos les plus emblématiques de la musique africaine contemporaine. Ensemble, ils ont promené leurs notes chaleureuses pendant des décennies avec «Sabali», «Je pense à toi» ou encore avec l'album Dimanche à Bamako produit par Manu Chao en 2004.

Après l'annulation en juin de son concert prévu pour célébrer le bicentenaire du braille, Mariam a choisi la Cité internationale de la langue française pour remonter sur scène, le 6 septembre 2025, pour la première fois sans son compagnon.

Ce retour est avant tout un hommage : la concrétisation d'une promesse faite à Amadou, celle de continuer à faire résonner leur musique partout dans le monde. « C'est la première fois que je monte sur scène sans mon mari. Je suis vraiment un peu stressée, on n'a jamais fait ça. Mais comme mon fils est à côté de moi, ça me donne du courage. Beaucoup de gens m'ont dit : Madame, il ne faut pas arrêter, il faut continuer. Alors je suis prête. Bientôt, nous irons aussi aux États-Unis pour donner quelques concerts. On ne peut rien contre



*Ce retour de Mariam est la concrétisation d'une promesse faite à Amadou, celle de continuer à faire résonner leur musique partout dans le monde. (Ph: DR)*

*la mort... mais il faut continuer*. Quand on l'interroge sur la force qui lui permet de revenir si vite, Mariam résume avec simplicité : « Je suis toujours courageuse, je suis toujours une femme battante depuis longtemps. C'est pour cela que je monte sur scène».

Pour rappel, Amadou et Mariam, c'est d'abord une rencontre à l'Institut des Jeunes Aveugles de

Bamako, il y a près de 45 ans. Leur complicité, devenue indissociable, s'est transformée en un duo à la ville comme à la scène. Dès les années 1980, installés à Abidjan, ils enregistrent des cassettes qui circulent dans toute l'Afrique de l'Ouest. La success story était ainsi lancée.

Leur carrière a pris un tournant décisif en 1998 avec Sou Ni Tilé (Nuit et jour), leur premier al-

bum distribué en Europe, porté par le titre « Mon amour, ma chérie ». Dès lors, ils enchaînent les tournées, en France puis aux États-Unis, retournant comme un seul homme des foules entières, happées par la ferveur de leurs shows brûlants.

MK

# GASTRONOMIE » ACCOLADE DE GAMBAS ENDIABLÉES

## Cuisson et préparation 1h00

\*\*\*INGREDIENTS\*\*\*  
6 gambas

1 bain d'huile de friture  
3 cuillères à soupe de purée

## Difficulté \*

de piment  
Sel, Poivre noir

## Pour 2 Personnes

1 pointe de couteau d'ail  
écrasé.

Farine et Chapelure  
1 œuf

## \*\*\*PRÉPARATION\*\*\*

Décortiquez les gambas en gardant la tête et la queue, ouvrez-les au couteau le long de la nervure pour les aplatis, lavez-les, salez et poivrez puis ajoutez une pointe d'ails écrasés et la purée de piment. Laissez prendre dans ce mélange au moins 30 minutes.

Mélangez la farine et la chapelure dans une assiette creuse. Battez l'œuf entier dans un bol puis salez légèrement. Mettez de l'huile de friture à chauffer dans une casserole. Roulez les gambas dans le mélange farine/chapelure en appuyant bien puis, trempez-les dans l'œuf battu.

Mettez à frire les gambas dans l'huile chaude pendant 4/5 minutes en fonction de la température de l'huile jusqu'à ce que la panure des crevettes soit bien dorée.

Réservez les gambas sur un papier absorbant avant de dresser l'assiette. Servez chaud avec un bol de riz blanc et quelques tomates fraîches. Ce plat est très épice pour ne pas dire endiablé, attention si vous ne supportez pas le piment fort abstenez.

Bon appétit.

Danielle EBENGU



Ph: DR

## LE NUMÉRO 625 D'AMINA *mag* EST EN KIOSQUE



À L'HONNEUR DE CE NUMÉRO, TANIA POMPUS, FEMME DE LUMIÈRE ET PHILANTHROPE

RETRouvez aussi un dossier spécial mode qui met en lumière les jeunes créateurs prometteurs de la mode africaine.

(FESE NDUMBE-EYOH, NIUKU, OSHOBOR, JAFARU LARRY, LEILA K, RICH MINISI, STEPHANIE DABIRA, ALICE GNAPA, GUY ANNA CHRISTINA AMINA MAG VOUS DONNE RENDEZ-VOUS AVEC LA CULTURE AVEC KADY BALDÉ, NOÉMY DACLINAT, SIMBOU VILI, N'DEYE SOFIE NIARE, ASIYA BATHILY, BB ANGE, MADEKA KOUADIO-TIMMERMAN, NINA GUETTA.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : DÉCOUVREZ LES TÉMOIGNAGES DE JULIE BOURSIER, AYIH EKUE ET CHARLÈNE ISIDA.

INSPIREZ-VOUS DU PARCOURS D'ALTHÉA LAURIN, UNE ATHLÈTE EN OR. ET DE CELUI DE DEUX FEMMES, NAHDA BARRAL ET AISSATOU DRAMÉ QUI SE SONT RECONVERTIS DANS LE COIFFURE.

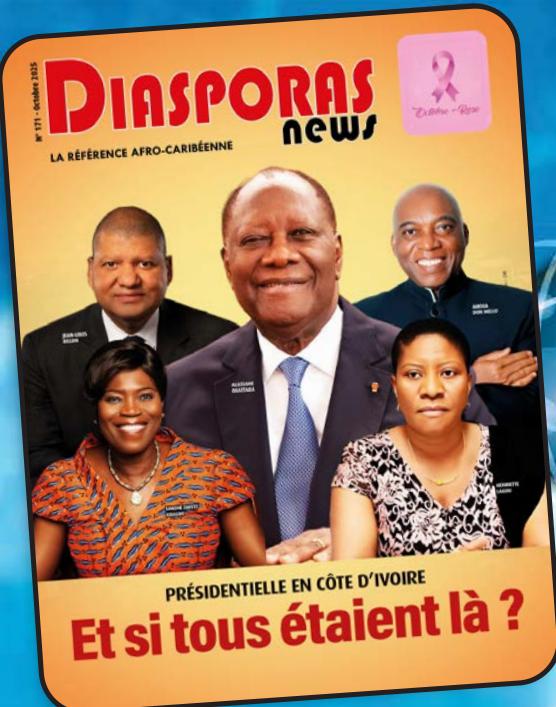
.AU SOMMAIRE ÉGALEMENT ELVYRE DOSSOU, FONDATRICE DE KEMI HOME ART, SOKHNA NDIAYE, VANESSA THOM, SARRA VENCATACHELLUM, ET SEYNA KANE. SANS OUBLIER NOS HOMMES : ALEXIS ROSSO, LOJAY, ET NERRY LIANZA QUI NOUS RÉGALE DE SES MERVEILLES DU MONDE

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site : <https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : [redaction@aminamag.com](mailto:redaction@aminamag.com)

COMMUNIQUER - S'INFORMER  
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

**DIASPORAS**  
news  
LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Premier Magazine  
GRATUIT  
Rejoignez-nous !

Flashez-moi



1 AN  
**50€**  
Frais de port inclus



Recevoir  
directement  
votre magazine  
chez vous

Restez informé

## ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

A retourner avec votre règlement à l'ordre de  
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

## LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...  
Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

### DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : [contact@diasporas-news.com](mailto:contact@diasporas-news.com) - [WWW.DIASPORAS-NEWS.COM](http://WWW.DIASPORAS-NEWS.COM)

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

# DIASPORAS news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Le Premier Magazine Mensuel  
**GRATUIT**  
des diasporas afro-caribéennes en France

## Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF  
est accessible à travers le monde sur [www.diasporas-news.com](http://www.diasporas-news.com)

## Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.  
Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions  
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

## Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante  
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

## Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant  
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus  
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.

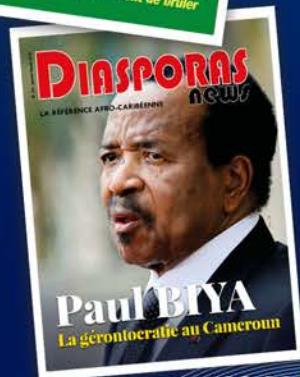
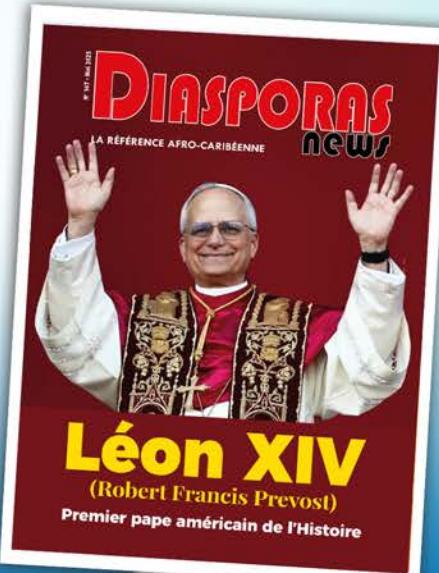
Pour tout renseignement

X f DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

[www.diasporas-news.com](http://www.diasporas-news.com) / [contact@diasporas-news.com](mailto:contact@diasporas-news.com)

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66



100 000  
exemplaires